

Venezuela : la révolution bolivarienne sans pétrodollars

vendredi 21 août 2009, par [OUALALOU Lamia](#) (Date de rédaction antérieure : 23 juillet 2009).

De notre envoyée spéciale à Caracas.

Dès l'arrivée à l'aéroport international Simon Bolivar de Caracas, on perçoit la différence. Après le contrôle des passeports, les publicités pour les cosmétiques et les jeux électroniques des magasins Duty-Free sont toujours aussi tapageuses, mais les étagères sont vides. On ne peut acheter que du rhum ou des cigarettes produits localement. A la sortie, il suffit de faire quelques pas pour se faire accoster par de jeunes hommes, qui proposent leur service de taxi et plus discrètement de convertir les dollars en bolivars. Les maisons de change ne manquent pourtant pas, mais on y applique le taux officiel : un dollar vaut 2,15 « bolivars forts », le nouveau nom de la devise vénézuélienne. Sur le trottoir de l'aéroport, on peut obtenir, au noir, un taux deux fois plus avantageux pour le détenteur de dollars. Dans le centre-ville, les connaisseurs échangent un dollar contre plus de 6 bolivars, une différence de plus de 200%. L'écart entre taux officiel et marché parallèle est calculé tous les jours par plusieurs sites internet hébergés à l'étranger, puisqu'il est illégal de le mentionner dans la presse.

Les observations du nouvel arrivant peuvent sembler anecdotiques - on ne juge pas un système économique à son stock de crèmes et parfums - elles illustrent toutefois les distorsions de l'économie vénézuélienne que le gouvernement d'Hugo Chavez peine de plus en plus à corriger. Après avoir prétendu, l'année dernière que « *le cours du pétrole pouvait tomber à zéro sans affaiblir la croissance* », le leader de la « révolution bolivarienne » a dû se rendre à l'évidence. La dépréciation de 65% de la valeur du brut vénézuélien depuis le record de juillet 2008 est une catastrophe. Ce premier trimestre, la croissance n'a été que de 0,3%, bien trop peu pour absorber une inflation qui a terminé l'année 2008 à 31%.

Rien à voir avec les performances des cinq dernières années : 10,4% en moyenne, qui ont permis une forte réduction de la pauvreté. Depuis 2003, le système économique fonctionne grâce à des injections croissantes d'argent public (28% du PIB en 2008). Pour l'essentiel, ce sont des allocations, accordées à travers les « missions », ces programmes sociaux atypiques dans l'éducation et la santé.

L'effet d'entraînement sur le reste de l'économie a été remarquable. Pour la première fois, les Vénézuéliens les plus défavorisés ont découvert la consommation. Les besoins de base, tout d'abord, c'est-à-dire des aliments, puis le superflu. « *On a battu tous les records en termes de vente de déodorants, rouges à lèvres... comme nulle part ailleurs dans la région* », confirme un haut cadre du géant français de la distribution Casino, présent au Venezuela depuis 2000. Au sein du gouvernement, on reconnaît le phénomène : « *entre les aides distribuées via les missions et le plus haut salaire minimum d'Amérique Latine, on a répondu à l'urgence, mais aussi stimulé une consommation de classe moyenne chez les plus pauvres de manière artificielle* », confie un économiste du gouvernement.

Le secteur privé choisit le plus souvent de contourner la loi

Mais si la demande s'emballe, l'offre patine. Car le deuxième pilier de la politique économique du

gouvernement est un contrôle des prix de 400 produits et services de base, combiné à la mise en place d'un système de distribution parallèle, à travers la mission « Mercal ». Inspiré par la mobilisation de l'armée qui assura l'approvisionnement des secteurs populaires durant la grève patronale de décembre 2002 à février 2003 - l'objectif était de provoquer un soulèvement contre Hugo Chavez - le système consiste à éparpiller des supermarchés de toutes les tailles dans les quartiers défavorisés, avec des denrées dont le prix est inférieur de 40% à ceux des surfaces commerciales classiques.

Edis Vielma Sosa, qui travaille depuis 25 ans dans des coopératives alimentaires, souligne l'effet pervers de Mercal. « *Bien sûr, il y a des intermédiaires qui s'en mettent plein les poches, et c'est pour cela qu'il faut un contrôle, mais dans certains secteurs, le prix de vente final est inférieur au coût de production. Résultat, plusieurs entreprises refusent de vendre leurs produits* », raconte-t-il.

Un appétit de consommation et une production frileuse : le cocktail est explosif. Les produits à prix contrôlés se font rares sur les étals, ou sont rationnés. On les trouve à prix prohibitifs sur le marché noir, entretenant une inflation de plus de 40% pour le secteur alimentaire, selon les estimations officielles. Viande, poulet, sucre, lait, huile, mayonnaise disparaissent périodiquement, le temps d'un bras de fer entre le gouvernement et les producteurs. « *Le gouvernement refuse de remonter les prix contrôlés alors que l'inflation depuis 2005 est de 125%* », dénonce l'économiste Orlando Ochoa, ouvertement d'opposition.

Le secteur privé choisit le plus souvent de contourner la loi. Puisque le gouvernement impose un prix plafond pour le riz blanc, les producteurs décident de privilégier les riz complets ou parfumés, sur lesquels la valse des étiquettes est autorisée. Conséquence, le produit de base devient introuvable. En avril dernier, le gouvernement a tapé du poing sur la table en décrétant des quotas minimaux de production. Le riz blanc devra représenter au moins 80% de la filière. La mesure s'étend à l'huile, au sucre, à la sauce tomate, au fromage, au lait, aux pâtes, à la margarine et à la mayonnaise, la base de l'alimentation vénézuélienne. Les patrons récalcitrants connaissent la sanction : l'expropriation. C'est ce qui s'est passé avec le géant américain de l'agroalimentaire Cargill, qui a perdu le contrôle d'une fabrique de riz en mars, et de pâtes en mai.

Le risque de nationalisation et la limitation des gains agissent comme une douche froide sur l'investissement privé national. Quant aux capitaux internationaux, ils prennent la poudre d'escampette : les flux d'investissements directs étrangers ont chuté de 56% entre 2008 et 2007. « *Etablir un contrôle des prix, c'est très bien pour maintenir un panier de la ménagère accessible. Mais il faut l'actualiser en permanence, et avoir une idée réelle de la structure des coûts des entreprises* », souligne un cadre de l'équipe économique de Chavez, qui déplore la pauvreté des outils économiques du gouvernement. « *On ne prend pas en compte les fluctuations des tarifs des transports, engrais, frais logistiques et autres. On sait qu'il y a plein de profiteurs dans la chaîne, mais on ne sait pas lesquels, du coup, on prend le risque de se tromper, et d'imposer un prix minimum intenable* », poursuit-il.

L'Etat, dont les finances sont saines, va pouvoir s'endetter mais ce n'est pas suffisant

Le secteur privé n'est pas plus encouragé à produire pour l'exportation. Parallèlement au contrôle des prix, Caracas a mis en place un contrôle des changes, troisième pilier du système, avec un taux fixe pour le bolivar. Si la mesure a permis de freiner la fuite des capitaux, elle bute aujourd'hui sur la survalorisation de la devise vénézuélienne. A 2,15 bolivars pour un dollar, l'industrie vénézuélienne n'est pas compétitive sur les marchés extérieurs. Une nouvelle raison de réduire la voilure, et une offre nationale encore diminuée.

Pendant cinq ans, Caracas a ignoré le problème en important toujours plus, grâce aux formidables

excédents dégagés par la production pétrolière. Viande, fruits, médicaments, pièces détachées viennent des Etats-Unis, de Colombie, d'Equateur, du Brésil et de Chine, sans déstabiliser une balance commerciale excédentaire. La chute des cours du pétrole, au dernier trimestre 2008 jette une lumière crue sur le revers de la médaille : les exportations non-pétrolières périssent depuis des années, alors que le Venezuela est plus dépendant que jamais de son secteur pétrolier. L'or noir génère plus 90% des recettes d'exportation du pays ainsi que la moitié des rentrées fiscales, et finance l'intégralité des programmes sociaux. En 2008, les exportations pétrolières ont fait rentrer 87 milliards de dollars dans les caisses de l'Etat. Caracas table sur 36 milliards cette année.

Une amputation de la moitié des ressources à laquelle Hugo Chavez a répondu par une réduction des dépenses publiques de 6,7% et une hausse de la TVA (de 9 à 12%). Le gouvernement dispose de réserves, mais en mai, elles sont passées sous le seuil jugé optimal de 30 milliards de dollars, de quoi financer neuf mois d'importations au rythme actuel. L'Etat, dont les finances sont saines, va pouvoir s'endetter, mais ce n'est pas suffisant. Hugo Chavez refuse par ailleurs d'augmenter le prix de l'essence, pourtant le moins cher du monde - on fait un plein pour moins de 3 euros ! L'explication est psychologique : en février 1989, c'est cette décision qui avait déclenché le « caracazo », un soulèvement de la rue violemment réprimé, et qui avait provoqué entre 300 et 1000 morts dans la population, donnant naissance au mouvement qui portera, une décennie plus tard, Hugo Chavez au pouvoir.

Avec moins de dollars dans les caisses, il faut limiter les achats à l'étranger. Pour cela, Caracas dispose d'un organisme, le Cadivi, qui distribue les autorisations de change au cours officiel. Ces dernières ont été réduites de 57% au cours des quatre premiers mois de 2009 par rapport à la même période l'année dernière, privilégiant l'achat de médicaments et d'aliments. Les optimistes y voient une façon d'enfin mettre sur pied une politique de substitution des importations. « *Le problème, c'est que même si elles sont parfois justifiées, les agressions répétées contre des pans du secteur privé paralysent les initiatives* », reconnaît-on au sein du ministère de l'économie.

Paradoxalement, c'est des multinationales étrangères qu'Hugo Chavez attend les solutions

A court terme, la conséquence est double. Certaines entreprises cessent de produire, comme par exemple General Motors, qui vient d'annoncer le gel de ses activités pendant trois mois. « *A première vue, ce n'est pas stratégique, mais cela veut dire 4000 personnes au chômage technique* », s'inquiète un proche du Président. D'autres groupes continuent à importer, mais sans avoir droit aux dollars de la Cadivi, ils doivent acheter des dollars sur le marché parallèle, trois fois plus cher, et répercutent ce surcoût sur le produit final. « *Autant dire que l'inflation va rapidement devenir incontrôlable* », prédit Orlando Ochoa. Le gouvernement est face à une quadrature du cercle. Il doit réduire l'écart entre le taux de change officiel et le parallèle pour éviter une explosion des prix couplée à une pénurie de produits, mais il refuse la mesure la plus évidente, c'est-à-dire la dévaluation, par crainte de l'impact inflationniste.

On comprend mieux dans ce contexte la multiplication des nationalisations qui obéit moins à des raisons idéologiques qu'à des nécessités de financement. Après avoir récupéré le contrôle de la majorité du secteur pétrolier, l'Etat est devenu depuis 2007 un acteur de poids dans l'électricité, les télécommunications, la sidérurgie, le ciment et la banque. C'est la meilleure façon de contrôler les prix et d'orienter la production. Depuis le début de l'année, Caracas a même fait de la nationalisation un outil pour repousser les échéances de paiement aux fournisseurs.

La compagnie d'hydrocarbures PDVSA, qui a terminé l'année avec une ardoise de plus de 8 milliards de dollars à l'égard de dizaines d'entreprises prestataires de services, a fini par en absorber une soixantaine, le mois dernier, suite à un décret d'expropriation voté à la hâte par une Assemblée nationale acquise au gouvernement. Là encore, le refus de payer était en partie justifié - beaucoup

de ces groupes, en cheville depuis des années avec des cadres de l'entreprise, pratiquaient la surfacturation. Mais PDVSA, qui compte aujourd'hui près de 100 000 salariés, a-t-elle les ressources humaines et financières pour reprendre toutes les activités ? L'entreprise, qui a délaissé l'investissement productif au profit du financement des dépenses sociales peine déjà à maintenir sa production de pétrole.

Paradoxalement, c'est des multinationales étrangères qu'Hugo Chavez attend les solutions. La Banque de développement du Brésil, la BNDES, devrait prêter à Caracas 4,3 milliards de dollars pour financer des infrastructures, dont les contrats sont confiés aux géants brésiliens du bâtiment. Des fonds russes et chinois ont été mis en place avec une finalité similaire. Surtout, le gouvernement devrait faire savoir, au mois d'août, qui des 19 compagnies pétrolières intéressées par l'exploitation des blocs de Carabobo, dans l'Orénoque, sera choisi. La française Total est haut placée dans la liste.

Les groupes rechignent devant les exigences du gouvernement (apporter le financement, assurer la clientèle et renoncer à l'arbitrage international), mais se souviennent que le Venezuela est déjà à la tête de 172 milliards de barils de réserves prouvées, 314 milliards au total si l'on prend en compte les réserves en cours de certification. Le futur du « socialisme du XXI^e siècle » voulu par Hugo Chavez dépendra aussi de la capacité de la « révolution bolivarienne » à parvenir à un accord avec les détenteurs du pouvoir capitaliste dans le monde.

P.-S.

* Paru le 23 juillet 2009 sur www.mediapart.fr